

Les mesures pour les « gilets jaunes » font peser un risque sur la dette française

cette année, selon un amendement un déficit accru à 3,2 % du PIB en 2019, l'objectif du gouvernement de stabiliser la dette pourrait être compromis.

Renaud Honoré
@r_honore

Gare à l'effet domino ! Après le mouvement des « gilets jaunes », le gouvernement a déjà dû en rebattre sur ses ambitions budgétaires, en portant sa prévision de déficit à 3,2 % du PIB l'an prochain contre 2,8 % prévu. Mais un autre indicateur important pourrait subir les effets de cette crise. La dégradation des comptes publics met en effet en danger l'objectif initial de stabiliser le niveau de la dette française (98,6 % prévu en 2019,

après 98,7 % fin 2018). Interrogé sur la question dans l'entretien donné aux « Echos », Edouard Philippe s'est refusé à donner toute tendance pour l'an prochain. « Notre objectif est de faire baisser la dette d'ici à la fin du quinquennat », s'est borné à expliquer le Premier ministre. Ce flou sur la trajectoire pour 2019 n'est pas alarmant en soi. « Avec un déficit de 3,2 % en 2019, nous serions légèrement au-dessus du niveau de solde de stabilisation de la dette », prévient François Ecalte, ancien de la Cour des comptes et désormais responsable du site Fipcco, spécialiste des finances publiques. Dans un scénario « rose », l'endettement pourrait donc rester proche du niveau de 2018, voire tangenter le seuil de 99 %.

Mais le creusement du déficit

place le gouvernement en situation de faiblesse et un scénario « noir » n'est pas exclu. « Si jamais la croissance connaît un trou d'air par rapport au scénario optimiste actuel à 1,7 %, ou même si certaines cessions d'actifs publics ne se font pas, on peut très bien imaginer que le taux d'endettement franchisse le seuil des 100 % du PIB. Il y a un vrai risque "gilets jaunes" sur la dette », prévient François Ecalte.

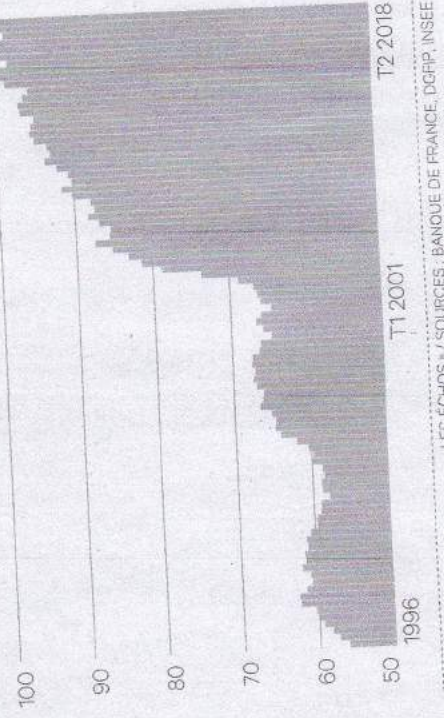
Une portée symbolique

En soi, ce seuil n'a guère de valeur économique. Mais la portée symbolique de ces 100 % inquiète le pouvoir, depuis la reprise effective de la dette SNCF en septembre dernier qui a gonflé l'endettement. « Nous avons choisi de traiter la question de la

dette de la SNCF en prenant les choses en main et en les assumant, j'accepte les risques que cela implique », reconnaît Edouard Philippe. Pour le moment, cette situation n'a pas provoqué d'inquiétude sur les marchés. « Ce que vont regarder les investisseurs, ce n'est pas tant l'augmentation du déficit que le fait que les réformes renforçant la croissance potentielle ne sont pas remises en cause », estime Philippe Martin, président délégué du Conseil d'analyse économique. Vu les risques politiques partout en Europe, les taux d'emprunt pourraient même être plus bas que prévu en 2019. « Il est tout à fait possible que le 1,5 milliard d'économies prévues pour boucler le budget provienne d'une moindre charge d'intérêts », relève François Ecalte. ■

La dette publique

En % du PIB



« LES ECHOS » / SOURCES : BANQUE DE FRANCE, DGFP, INSEE